



IL CONNAISSAIT MIEUX
QUE PERSONNE LE STYLE
XVIII^E. UNE CULTURE QUI LUI
A PERMIS DE VENDRE À
VERSAILLES DE FAUX SIÈGES
DE MARIE-ANTOINETTE

*Bill Pallot dans son salon, au milieu
de ses collections. Dans ses mains, la bible des antiquaires,
l'ouvrage de référence qu'il a signé à 23 ans.*

PHOTOS BAPTISTE GIROUDON

BILL PALLOT TOMBE DE SON TRÔNE

Le XVIII^e, pour lui, c'est du passé ! Trente ans de sa vie qui se sont terminés par quatre mois de prison préventive. En attente du procès. Car le fameux expert qui faisait autorité sur l'époque la plus réputée de l'ébénisterie française n'a pas résisté à l'attrait de l'argent facile. En association avec la star des ébénistes, il a reconnu avoir commandé des contrefaçons, vendues à prix d'or à de riches particuliers, mais aussi à des musées et même au château de Versailles. Du si beau travail qu'il en serait presque fier. Mais l'affaire jette une lumière crue sur des pratiques indécrites. Aujourd'hui, des marchands réputés font face aux enquêteurs. Et des amateurs en appellent à la justice. Une révolte ? Non, monsieur l'antiquaire... une révolution.



Paire d'encoignures Louis XV en laque verte de Dubois, achetée en 2007 sur les conseils d'experts. « Seule la caisse nue était d'époque. La laque et les bronzes étaient faux ! » affirme Frédéric Fermin. Ci-dessous, réquisition de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels.

Frédéric Fermin, dans sa galerie des glaces. Ce collectionneur a décidé de « mettre les pieds dans le plat ».



REPUBLIQUE FRANCAISE MINISTERE DE L'INTERIEUR DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE LE TRAFIC DES BIENS CULTURELS 101 Rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre Code INSEE : 092050240		REQUISITION JUDICIAIRE L'an deux mille seize Le treize février à neuf heures NOUS : [REDACTED] En fonction à l'Office Central de lutte contre le trafic des Biens Culturels --- Officier de Police Judiciaire, en résidence à Nanterre, au sein de la Direction Centrale de la Police Judiciaire, à compétence territoriale nationale --- Nous trouvant aux bureaux de notre unité --- Poursuivant l'exécution de la commission rogatoire en date du 03/04/2015 délivrée par M. CROS, Vice-Président chargé de l'instruction près Tribunal de Grande Instance de Paris (75), Pôle Financier, relative à l'instruction n° 3426/15/1 ouverte contre X... pour ESCROQUERIE EN BANDE ORGANISEE et BLANCHIMENT D'ESCROQUERIE EN BANDE ORGANISEE. Faits prévus et réprimés par les articles 313-1 et suivants, et 324-1 et suivants du Code de Procédure Pénale, --- Vu les articles 81 et suivants du Code de Procédure Pénale PRIONS ET AU BESOIN REQUERONS --- monsieur FERMIN Frédéric , 1A rue du vieux marché aux vins à Strasbourg (67). --- Bien vouloir nous adresser par mail, la copie complète au format .pdf, de l'accord de confidentialité que vous avait signé avec la Galerie KRAEMER.
PV n° [REDACTED] dossier [REDACTED]	AFFAIRE C/ X...	
CADRE JURIDIQUE : Commission rogatoire Référence Parquet: 15072000861 [REDACTED]		

ABUSÉ, LE KINÉ ESTHÈTE SE VENGE ET DEVIENT PROCUREUR DU MILIEU DE L'ART

Il rêvait d'une vie de château. Ce sera un château... en Espagne. Car Frédéric Fermin, kiné à Strasbourg, est victime de spécialistes peu scrupuleux. « L'arnaque aux particuliers ne gêne pas grand-monde ! Il a fallu que Versailles compte au nombre des victimes pour que ces pratiques soient enfin médiatisées ! » explique ce passionné de meubles d'époque. On veut bien le rembourser pour l'achat d'un faux, mais contre la signature d'une clause de confidentialité qui va permettre de remettre l'objet du litige en vente... Aujourd'hui, il est en procès avec une grande maison de ventes. On se dispute pour savoir à partir de quel niveau de restauration l'« intégrité » d'un meuble ancien est mise en cause. Le genre de détails qui permet avec une seule commode, parfois, d'en faire deux.



A Versailles, l'époque du soupçon

« Sur la foi des plus grands experts, le château considère que ces meubles sont bons, sauf preuve contraire », rappelait l'ancienne directrice, Béatrix Saule. Sur les 12 000 pièces du mobilier, quatre ensembles poseraient problème. En font partie ces quatre chaises (à g.), qui appartiendraient à une série de treize, livrées en 1769 pour le salon de compagnie de l'appartement de Mme Du Barry ; elles ont été achetées en 2008 à la galerie Kraemer. Et la dernière (ci-contre) signée Jacob, achetée chez Sotheby's en 2011 pour orner le cabinet de la Méridienne, au premier étage.

PALLOT SERAIT TOUJOURS LE MADOFF DU MILIEU SI UN CHAUFFEUR-LIVREUR N'AVAIT ATTIRÉ L'ATTENTION EN ACHETANT CINQ APPARTEMENTS AU PORTUGAL

PAR JACQUES DUPLESSY

« Faites comme tout le monde, appelez-moi “le Père La Chaise” », dit-il en souriant. Il n’y a pas si longtemps, Bill Pallot était l’expert incontesté des sièges XVIII^e, titre qu’il affiche encore sur ses cartes de visite. Mais le Père La Chaise, du nom du confesseur de Louis XIV, est tombé de son trône. Son 14 juillet ? Le 7 juin 2016, jour où il est placé en garde à vue. Il arrive à la maison d’arrêt d’Osny dans son habituel costume trois-pièces. « Hé, M’sieur, on vous a serré à la sortie d’un mariage ? » s’étonne un détenu. Bill Pallot a avoué avoir fait fabriquer des faux, dont certains ont terminé au château de Versailles. Il va pouvoir enquêter sur le mobilier... des cellules. Il y fera quatre mois de préventive. « J’ai décidé de vivre ça comme une expérience. J’ai choisi de tout faire, promenade, atelier. J’ai rencontré un genre de personnes que je n’avais jamais croisées de ma vie. » Bill Pallot a de l’humour. C’est utile, dans son cas. Presque autant que les connaissances. « Il est le Bernard Madoff de l’art ; Madoff aussi a été le numéro un dans son métier », déclare un expert.

Aurait-il été attrapé si le chauffeur d’une maison de vente d’antiquités parisienne ne s’était mis, en février 2014, à acheter 530 000 euros une maison à Sarcelles plus cinq appartements au Portugal ? Tracfin, le service de renseignement financier de Bercy, est alerté. Les enquêteurs de l’Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC) interviennent. Le chauffeur déclare qu’il agit pour Bruno Desnoues, ébéniste réputé. Dans le coffre de ce dernier sont saisis 205 000 euros de plus. Desnoues reconnaît des commissions occultes versées par Bill Pallot, qui lui a aussi fait ouvrir un compte en Suisse. « A partir de ce moment, il m’a demandé des travaux de restauration pour son compte personnel. La conjoncture du métier était un peu difficile. » Le policier interroge : « Le but était bien que ces objets soient vendus comme des objets d’époque et non des objets restaurés ? – Oui, avoue Bruno Desnoues. Les antiquaires ne mentionnent jamais les restaurations, même si, déontologiquement, ils devraient le faire. »

L’association entre l’expert et l’ébéniste est fructueuse. Les connaissances de l’un et la technique de l’autre leur permettent de s’attaquer à des faux de choix : des sièges sur lesquels auraient pris place d’augustes derrières, tels ceux de la comtesse Du Barry, maîtresse de Louis XV, de Marie-Antoinette ou de Mme Elisabeth, sœur de Louis XVI. Versailles est un client régulier, qui regrette de ne pouvoir s’offrir

la paire de chaises dites « du Belvédère ». Proposées au château pour la coquette somme de 4 millions d’euros par la galerie Kraemer, elles en repartent avec l’estampille « trésor national » qui, désormais, les empêche de quitter le pays. On peut ainsi les présenter au cheikh Al-Thani qui aménage son hôtel particulier à Paris, l’hôtel Lambert, le joyau de l’île Saint-Louis. L’ancien émir du Qatar fait baisser le prix à 2 millions... Ce qui n’interdit pas la prudence. Il demande une expertise à un ébéniste de renom, qui est formel : le trésor national est authentiquement faux ! Et la galerie Kraemer rembourse. C’est assez rare pour que, dans le milieu, on s’étonne : « Auraient-ils eu des doutes ? »

L’ébéniste Desnoues fait des prouesses : fabrication de A à Z, maquillage... Comme pour cette paire de ployants (tabourets pliants) signés Foliot, mais entièrement fabriqués dans les années 1950, vendue à Versailles 380 000 euros en 2012. La petite entreprise est rentable. Ainsi, le coût de fabrication des chaises de la Du Barry est estimé à un peu plus de 50 000 euros pièce. La première est vendue à Guillaume Dillée, dernier représentant d’une dynastie d’experts, entre 60 000 et 80 000 euros. Puis surgit la paire, forcément plus chère : 200 000 euros, à la galerie Kraemer. Pourquoi ne pas avoir fait deux paires ? Pallot explique : « On sait, d’après les documents d’époque, qu’il y avait treize chaises. Il n’en restait que trois à trouver. » Il ne faut pas le prendre pour un imbécile ! D’ailleurs, il confesse s’être d’abord pris à « un jeu intellectuel [...], pour voir si ça passerait ». Mais un jeu rémunérateur, qui lui permet d’apparaître dans les « Panama Papers » comme un habitué de l’évasion fiscale.

Dès 2012, Charles Hooreman, antiquaire de 40 ans, son ancien élève à la Sorbonne, sonne l’alarme. « Bill était mon mentor, on avait de très bonnes relations. [...] Les faux, il y avait eu des rumeurs, mais je n’y prêtais pas attention... Dans ce milieu, tout le monde se tire dans les pattes. Mais un jour de mai 2012, je me rends à l’improviste à la galerie Aaron. Bill n’était pas là. J’y examine une paire de ployants du XVIII^e. Tous les signaux étaient cohérents pour dire que c’étaient des faux. J’ai averti Bill deux jours plus tard. Il m’a baratiné avec un aplomb incroyable. J’étais déçu que mon mentor soit un faussaire. » Trois mois plus tard, Hooreman apprend que les tabourets sont achetés 380 000 euros par Versailles : « C’était l’argent de nos impôts ! S’en prendre à Versailles en y mettant des faux m’était insupportable. »

Il adresse donc un courriel à Gérard Mabilles, conservateur en chef, ainsi qu’à trois conservateurs du château. Entre septembre 2012 et janvier 2016, une quarantaine de messages sont envoyés, qui ne convainquent personne. Selon Hooreman, Béatrice Saule, la directrice du musée, n’a qu’un seul objectif : le dissuader de parler aux médias. Pourtant, Mabilles a fait suivre les courriels à Pallot, qui menace de poursuites en diffamation alors que de nouveaux experts confirment l’authenticité. « Versailles voulait surtout éviter un scandale, déplore Hooreman. Pallot avait fait des faux avant de s’associer avec Desnoues, mais ce n’était pas des sièges royaux. Ceux qu’il faisait depuis plus de vingt ans étaient faciles à détecter, le faussaire était moins doué. » Un professionnel explique : « Il achetait une chaise, il en faisait six ; une commode, il en faisait deux. C’était de l’industrie à notre



Dans l’hôtel particulier parisien qui lui sert d’appartement et de galerie, Charles Hooreman, un des snipers de la guerre contre le faux.

échelle. » Les faux, ce n’est pas d’aujourd’hui. La nouveauté, c’est que le faussaire a avoué. Ce qui en énerve plus d’un : « La défense des galeries et des experts, c’est que ce n’était pas décelable ! Autant dire qu’on ne peut pas savoir ce qui est vrai et ce qui est faux ! Cela détruit tout le marché. C’est n’importe quoi ! »

Pallot n’est pas le seul à avoir à faire avec la justice. En avril 2014, un antiquaire se présente à l’OCBC pour dénoncer son confrère Jean Lupu. Les investigations vont confirmer que celui-ci vend des meubles sans en mentionner les transformations. Une nouvelle filière est mise au jour, selon le dossier d’instruction que Paris Match a pu consulter. La maison Keller, à Zurich, a ainsi procédé à des ventes, en toute connaissance de cause. L’antiquaire vend 200 000 euros, chez Europ Auction Paris, une commode marine XVIII^e, et 320 000 euros, à la société Lotus basée à Hongkong, une commode estampillée Delorme. Des meubles, authentiquement XX^e, fabriqués par les salariés de la maison Lupu ou sous-traités. Quatorze personnes sont mises en examen. Les policiers estiment le montant des escroqueries, pour la période non prescrite, à 12 millions d’euros au minimum ! De l’argent blanchi au travers de plusieurs sociétés, souvent offshore : Antiquités Jean Lupu, Tradeart, Abarian Holding SA et Colutea Corp.

Et l’assureur ? Est-il bien assuré ? Dans l’hôtel de La Vaupalière, le siège d’Axa et sa fameuse paire de cabinets Boule, achetée 275 millions de francs à la galerie Kraemer. Selon des informations concordantes, les deux cabinets ont été démontrés par un ébéniste réputé, également consultant pour le cheikh Al-Thani. Le rapport rendu est très pessimiste... Une procédure judiciaire est en cours, confirme Axa.

Parmi les victimes, on trouve, bien sûr, de petits collectionneurs. Comme Frédéric Fermin, kiné de son état. « Cela fait sept ans que je dénonce les faux, revendique cet amoureux du XVIII^e. Mais arnaquer le tiers état ne gêne pas grand-monde... Il a fallu Versailles pour qu’on s’intéresse à ces pratiques. » Le 30 mars 2005, Frédéric Fermin achetait à la galerie Kraemer un cartel en marqueterie de Boule pour 120 000 euros. C’est un faux. Six ans plus tard, la galerie accepte de le rembourser,

mais en échange d’une clause de confidentialité. Après quoi, elle remet la pendule en vente. « Cette clause était abusive, tempête le kiné, car elle permettait de trouver un autre pigeon. » Fermin est poursuivi en diffamation par Kraemer. Il est en procès avec Christie’s pour un cartonnier Louis XV, acheté 320 000 euros en 2008. « Des interventions lourdes portent atteinte à l’intégrité du meuble », établit un expert trois ans plus tard. Mais Christie’s refuse de rembourser. Et Fermin tient bon. Il surveille les ventes, dénonce les faux auprès de l’OCBC. Et nous explique comment des meubles rejetés voyagent dans toute l’Europe pour se refaire une virginité. Il prépare un livre explosif et un site Internet, Les coulisses de l’art, pour recenser les faux et conseiller les victimes.

« Versailles voulait surtout éviter le scandale », déplore l’antiquaire Charles Hooreman

« Le problème est que les conseillers ne valent pas mieux que les vendeurs, déplore un connaisseur. Il y a des expertises de complaisance. Une assurance professionnelle coûte 400 euros par an pour une couverture à hauteur de 2 millions d’euros. Ce n’est pas cher pour une impunité ! C’est dangereux pour un acheteur d’aller seul en vente publique. » Frédéric Castaing, président de la Compagnie nationale des experts (CNE), s’inquiète : « Le marché de l’art connaît des bouleversements fantastiques. Les sommes mises en jeu ont explosé. Et les experts sont au centre de la tourmente. Nous avons suspendu ou exclu ceux mis en cause dans ces affaires. » « Le dossier n’avance pas, regrette M^e Beer, l’avocat de la CNE. La justice et la police ont trop peu de moyens, les conséquences sont désastreuses pour le marché de l’art. »

Et s’il n’y avait que le XVIII^e ! Art déco, années 1950, là aussi des filières sont mises au jour. Bill Pallot se dit prêt à repartir de zéro dans la vente d’objets d’art. Dans son appartement près de l’Alma s’accumulent les têtes de crocodile, les masques nò et même les crânes. « Poussière, tu retourneras à la poussière. » A 53 ans, Pallot sait que la vie est faite de hauts et de bas. ■

Le cartel au cœur de la querelle. Le collectionneur strasbourgeois l’avait acheté comme une œuvre de Boule. Il a été remboursé, mais en échange du secret.